



Décision n°D_2025_0119 AFF JUR

Objet : Attribution du marché subséquent n°2025_042_02 de prestations de fourniture de divers équipements de cuisine neufs, issus du réemploi ou de la réutilisation.

Le Maire de Romainville,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération n°20_07_05 en date du Conseil municipal du 04 juillet 2020 qui autorise le Maire et ses adjoints à prendre toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics,

Considérant les besoins de la Ville d'effectuer un marché spécifique pour l'achat de divers équipements de cuisine neufs, issus du réemploi ou de la réutilisation pour la restauration collective de la Ville de Romainville,

Considérant que les Titulaires de la catégorie de produits intitulé « *Fourniture de divers équipements* » ont été remis en concurrence,

Considérant qu'à l'issue de la période de remise en concurrence, les Titulaires du système d'acquisition dynamique ont remis une offre pour le marché spécifique,

Considérant qu'après analyse, l'offre retenue répond aux besoins de la Ville et apparaît comme étant la plus économiquement avantageuse,

DECIDE

Article 1^{er} : D'attribuer le marché subséquent n°**2025_042_02** à la Société **3C COMPETENCE CUISINE COLLECTIVE**, siégeant « 40, rue des Mathouzines- 95 170 DEUIL LA BARRE », et représentée par Monsieur Romain QUEVA.

Article 2 : Le marché est conclu pour un montant global de 77 297, 23 euros HT.

Article 3 : La présente décision emporte habilitation à signer d'éventuels actes modificatifs

Article 4 : En application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire (Mairie de Romainville – Place de la Laïcité – 93231 Romainville Cedex) ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL par voie postale (Tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex) ou de façon dématérialisée par la voie de l'application « télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois par voie postale ou dématérialisée.

Article 6 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité sur le fondement de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Romainville, Le

François Dechy
Maire de Romainville